

<https://www.elcorreo.eu.org/LES-MALFAISANTS-DU-MONDE>

LES MALFAISANTS DU MONDE

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : jeudi 13 mars 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'inauguration des sessions ordinaires du Congrès, debout sur un tabouret pour apparaître plus grand, devant une salle à moitié vide en raison de la désertion des parlementaires lassés d'entendre des fadaïses et de recevoir des insultes sans pouvoir y répondre ; la nomination par décret de deux proches du pouvoir exécutif à la Cour suprême de justice, dont l'un n'a pas encore été accepté par la Cour devenue soudainement timide ; La demande inhabituelle de démission du gouverneur de la province Buenos Aires pour que la fratrie Milei puissent prendre en charge de facto la sécurité, et les conséquences du lancement de Libra, avec le label de qualité du gouvernement national, qui est pour le magazine économique *Forbes* le plus grand crypto-vol de crypto-monnaie de l'histoire, marquent le passage d'une crise politique à une crise institutionnelle, où se joue quelque chose de plus que le sort d'une administration.

Selon *Forbes*, citant une société d'analyse de [blockchain](#), quelques chanceux ont empoché 180 millions de dollars. Devant une Assemblée Législative diminuée, il a annoncé la possible sortie du Mercosur et a énuméré un catalogue de réformes à caractère clairement punitif, parmi lesquelles l'augmentation des peines pour tous les délits du Code pénal. Il le répéta avec joie et insistance : tous. Il a également annoncé qu'il enverrait au Congrès un accord avec le FMI qui n'existe pas, car les exigences du Fonds sont en contradiction avec la politique officielle. Avec une allusion ironique, il a montré sa nervosité face aux répercussions de [l'Affaire Libra](#).

Dans son deuxième tweet, publié après minuit samedi, Milei a déclaré qu'il n'était pas impliqué dans le projet, avec lequel « *je n'ai évidemment aucun lien quel qu'il soit* ». Mais, selon ses propres mots, il le soutenait.

[Un nouveau token](#) baptisé [Mileicoïn](#) a été créé sur la plateforme [Pump.fun](#) cette semaine . Mais comme dans le cas des précédents, les seules façons de l'attribuer au Président seraient :

- Si Milei lui-même avouait.
- S'il était prouvé qu'il contrôle les clés privées du portefeuille créé par Mileicoïn.
- Si un contrat intelligent avec la signature numérique de Milei était trouvé.
- Si des membres de la famille ou des collaborateurs témoignaient.
- Si une analyse légale des appareils électroniques ou des comptes en ligne de Milei devait révéler des e-mails, des messages ou des fichiers liés à la création du token.

Il n'y a pas besoin de l'intelligence artificielle pour savoir que rien de tout cela n'arrivera. Milei le niera jusqu'au jour du jugement final et il n'y a aucun juge argentin disposé à saisir ou examiner son ordinateur ou son téléphone. Si un organisme international voulait le faire, il serait trop tard, car cela fait aujourd'hui deux semaines que l'événement s'est produit.

L'apparition d'un faux compte d'[Amalia 'Yuyito' González](#), qui demande une plus grande participation dans l'affaire et menace de révéler des détails intimes, et l'absence frappante de récriminations de Milei à ceux qui ont lancé la [cryptomerde](#) après de nombreuses réunions avec lui et sa sœur, suggèrent que quelqu'un extorque le président. Le partage des responsabilités mène au silence mutuel, tandis qu'une issue est négociée hors caméra.

La justice et la UTI

La majeure partie des analyses sur le *shitcoin* ou [memecoin Libra](#) supposent que, compte tenu de son histoire, le système judiciaire argentin ne clarifiera pas ce qui s'est passé. Le filet de sécurité mis en place dans l'UTI (qui ne signifie pas Unité de Soins Intensifs) n'est pas non plus pris au sérieux. Il est dirigé par le directeur de cabinet du ministre de la Justice. Une jeune femme courageuse chargée de traquer le patron de son patron ? Non. Celle qui est chargée d'empêcher que des informations compromettantes ne soient divulguées au public, selon le texte explicite de sa nomination. De même, la place des photojournalistes et des journalistes à l'Assemblée Législative a été censurée hier soir, tout comme l'a fait Donald Trump aux États-Unis.

L'instance nationale étant écartée, les responsables doivent-ils s'inquiéter de l'intervention du FBI, de la Commission nationale des Valeurs et des tribunaux des États-Unis ? Cela ne semble pas si sûr. Le *New York Times* n'a rapporté que vendredi les détails de la crise sur lesquels ont enquêté des journalistes et des blogueurs locaux. La seule nouveauté est que le journal associe le lancement de Milei à celui effectué par le président Donald Trump un mois plus tôt. « Cette monnaie, \$Trump, a généré d'énormes profits pour les initiés et des pertes cumulées de 2 milliards de dollars pour plus de 800 000 autres investisseurs », dit-il.

La tronçonneuse et le memecoin de Trump

Depuis son entrée en fonction pour son deuxième mandat, Trump a démolé les réglementations et les sanctions en vigueur depuis des décennies pour toutes les fraudes d'entreprise. Son objectif affiché est de défendre les intérêts des entreprises, et plus particulièrement ceux des cryptomonnaies. Le memecoin portant son nom l'a rendu riche [trois jours](#) avant sa reprise de fonction.

Ses *tokens* [jetons] ont été commercialisés avec une image de Trump levant le poing sur le mot « *Fight* », la réponse de Trump à une tentative d'assassinat. Le site Web qui vend ces jetons précise qu'il s'agit d'expressions de soutien et non d'une opportunité d'investissement. Malgré cela, ils ont été lancés à 10 \$ chacun et ont grimpé jusqu'à 75 \$ avant de s'effondrer. En rapportant l'affaire, l'agence de presse AP a expliqué que les pièces mêmes peuvent être utilisées par des escrocs cherchant à faire fortune rapidement au détriment d'investisseurs sans méfiance.

Et sa femme, l'ancien mannequin slovène [Melania Knave](#), a fait de même, en se tournant vers les mêmes entrepreneurs douteux que Milei, avec un résultat similaire, un coup bas que fait une traînée d'escrocs.

Le memecoin portant son nom a augmenté de 24 000 % en quelques heures, dont 90 % dans un seul portefeuille crypto, puis a chuté comme un plomb. Si je t'ai vu, je ne m'en souviens pas.

Lors de sa première conférence de presse en tant que président, Trump a joué la même carte de naïveté que Milei quelques semaines plus tard jouerait « *Je ne sais pas si cela m'a été bénéfique. Je n'en sais pas grand chose, à part que c'est moi qui ai commencé. J'ai entendu dire que cela avait eu beaucoup de succès. Je n'ai pas vérifié. Où en est-il aujourd'hui ?* » Comme Milei, Trump avait promis en juillet qu'il ferait des États-Unis la « capitale crypto de la planète ». Il a déclaré que c'était « un moyen de redonner de l'ampleur à la finance ».

Argent doux, pour certains

Les États-Unis sont familiers de ce type de jeu, comme le détaille Jacob Silverman dans son livre « [Easy Money : Cryptocurrency, Casino Capitalism, and the Golden Age of Fraud](#) ». Autrement dit, l'argent facile : *Crypto-monnaie, capitalisme des casinos et l'âge d'or de la fraude.*

Autrement dit, Milei est audacieux mais pas original.

Les États-Unis sont familiers de ce type de jeu, comme le détaille le livre de Jacob Silverman, « [Easy Money : Cryptocurrency, Casino Capitalism, and the Golden Age of Fraud](#) ». En d'autres termes, Easy Money : Argent facile : crypto-monnaie, capitalisme de casino et âge d'or de la fraude.

Un juge fédéral et une Cour d'Appel de New York pourraient être plus sévères que leurs homologues argentins si l'affaire implique une fraude contre des Américains. Mais à Washington, il y a aussi une Cour suprême de justice, qui n'est pas moins militante et corrompue que celle qui siège dans la rue Talcahuano à Buenos Aires, avant ou après l'investiture de Manuel García Mansilla Baring et la *nomination en cours* d'Ariel Lijo.

Deux des *juges* de cette [SCOTUS](#) ont été accusés de violations éthiques très graves, en recevant des cadeaux de la part de personnes poursuivies. Et un troisième a été accusé par plusieurs femmes d'agression sexuelle alors qu'elles étaient camarades d'études. Les corrompus sont *Samuel Alito* et *Clarence Thomas*. Le milliardaire *Paul Singer* a offert au juge Alito un voyage de pêche tous frais payés en Alaska alors qu'il avait une affaire devant la Cour, dans laquelle Alito a statué en sa faveur. Il a dit plus tard qu'il avait vu tellement de causes qu'il ne savait pas que celle-ci était celle de Singer.

Pendant deux décennies, Thomas a reçu de généreux cadeaux du milliardaire [Harlan Crow](#). Cela comprenait des voyages fréquents en avion ou sur son super-yacht, ainsi que l'acquisition et la rénovation de la maison de la mère du juge et le financement des études de son petit-neveu. L'épouse de Thomas, Ginni, est une militante active anti-woke d'extrême droite. Thomas a été nommé par Bush père et Alito par Bush fils, à qui le juge en chef John Roberts doit également son poste.

La personne accusée d'agression sexuelle était [Brett Kavanaugh](#), l'un des trois juges nommés par Trump à la Cour. Cinq plaintes, dont deux anonymes, remontent à ses années d'étudiant. *Deborah Ramirez*, une camarade de classe à l'Université de Yale, a déclaré que Kavanaugh exigeait qu'elle touche ses parties génitales lorsqu'elle avait trop bu. Christine Blasey Ford a déclaré que, alors qu'il était ivre, Kavanaugh l'avait jetée sur un lit et avait essayé de lui retirer ses vêtements. Julie Swetnick a déclaré que Kavanaugh avait assisté à une fête où elle avait été droguée et « *violée collectivement* ». Cependant, le Sénat a refusé de poursuivre l'enquête et a confirmé Kavanaugh dans ses fonctions.

Les nominations de Kavanaugh, Neill Gorsuch et Amy Coney Barret, ainsi que de Thomas, Alito et John Roberts, donnent à la Cour une confortable majorité des 2/3 de ses membres. Dans certains cas, ce pourcentage peut être réduit à 5/4 si un juge conservateur estime qu'on lui demande trop. Parfois, ce pourrait être Roberts, parfois [Coney Barrett](#). De plus, pour la première fois, la majorité des juges de la Cour sont catholiques.

Immunité, comme Pinochet

En juillet 2024, la Cour a statué que le Président bénéficie de l'immunité de poursuites pour tout acte officiel accompli dans l'exercice de ses fonctions. C'est le même argument utilisé par la défense de Pinochet lors du procès d'extradition de 1998, qui a été rejeté par les *juges* de la Cour suprême britannique. Trump avait anticipé cela lorsqu'il avait déclaré qu'il pouvait tirer sur des piétons sur la Cinquième Avenue sans qu'il lui arrive rien.

Le 12 février de cette année, un décret présidentiel a suspendu la validité de la loi qui punit depuis 1977 les pratiques de corruption à l'étranger.

Le 21 février, la *Securities and Exchange Commission* (SEC), l'équivalent argentin de la Commission nationale des valeurs mobilières, a abandonné les poursuites judiciaires contre *Coinbase*, l'une des principales plateformes d'échange de crypto-monnaies.

En 2023, lorsque Joe Biden était au pouvoir, la SEC a accusé les clients de *Coinbase* de subir un préjudice financier en achetant ces monnaies numériques, qui n'étaient pas des titres enregistrés. Le président de la SEC, [Gary Gensler](#), défenseur de longue date d'une réglementation accrue des crypto-monnaies, a démissionné après l'entrée en fonction de Trump. Trump a présenté son successeur, [Paul Atkins](#), avec une déclaration catégorique : « *Je crois en des marchés de capitaux innovants et solides qui répondent aux besoins des investisseurs et fournissent des capitaux pour faire de notre économie la meilleure du monde* ». Atkins était vice-président de la *Token Alliance*, qui est en faveur des actifs numériques, et était conseiller de *BlackRock*, le plus grand fonds d'investissement au monde, avec des participations dans les quatre plus grandes banques américaines. Alors qu'Atkins attend la confirmation du Sénat, il est remplacé à titre intérimaire par Mark Uyeda, un autre fervent défenseur de la fin de ce qu'il a appelé la guerre contre les crypto-monnaies.

Immédiatement après l'élection présidentielle, le PDG de *Coinbase*, [Brian Armstrong](#), a rencontré Trump en privé. Selon le *Wall Street Journal*, ils ont discuté de la nomination de nouveaux responsables. Sa sœur, [Kathryn Armstrong Loving](#), fait partie de l'équipe d'Elon Musk au Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Dans le même temps, *Coinbase* a intégré le coprésident de la campagne Trump, [Chris LaCivita](#), à son conseil consultatif.

Money, money, money

L'organisation non partisane [OpenSecrets](#), qui étudie l'argent en politique, note que [Coinbase](#) a investi plus de [46 millions de dollars](#) pour influencer l'élection de 2024. Ce n'était qu'une fraction de la contribution d'un trio de défenseurs des cryptomonnaies, qui ont fait don de 130 millions de dollars pour « *élire un président et des membres du Congrès favorables aux cryptomonnaies* », a rapporté *OpenSecrets* à la veille du vote de novembre dernier.

[Public Citizen](#), un groupe de défense de consommateurs créé en 1971 et comptant un demi-million de sympathisants, a déclaré que *Coinbase* était illégale car la société est [sous-traitante](#) du gouvernement fédéral. Cerise sur le gâteau, *Coinbase* a fait don d'un million de dollars pour la cérémonie d'investiture présidentielle de Trump. Le président de *Public Citizen*, Robert Weissman, a déclaré que « *l'abandon par la SEC de son dossier contre Coinbase montre que le flot de contributions à la campagne (électorale) venant de l'industrie des cryptomonnaies a porté ses fruits* ».

« La plainte contre *Coinbase*, désormais abandonnée, impliquait l'affirmation la plus élémentaire de l'autorité de la SEC : les offres de cryptomonnaies de *Coinbase* sont en fait des titres et devraient être enregistrées et réglementées comme telles », a déclaré Weissman. « S'écarter de cette affirmation fondamentale est un cadeau fait à l'industrie des crypto, ce qui ne peut être compris qu'à la lumière de ses énormes dépenses politiques lors des dernières élections ». Weissman affirme qu'une crise des crypto-monnaies est à venir. À ce stade, la décision de la SEC d'abandonner son procès contre *Coinbase* « restera dans l'histoire » comme l'un des facteurs responsables de l'aggravation de leurs effets. L'empressement de Trump à abandonner les poursuites judiciaires et les réglementations « contre les criminels et les malfaiteurs d'entreprise » non seulement abandonne ceux qui ont déjà été lésés, mais constitue également « une invitation à une vague de criminalité d'entreprise et à une épidémie d'entreprises malfaisantes ». Américains, faites attention à vos têtes, à vos portefeuilles et à vos dos », a averti Weissman.

De Teddy Roosevelt à Jimmy Carter

L'abandon du contrôle officiel des entreprises de crypto-monnaie et la suspension de la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger ramènent la relation entre l'État et les grandes entreprises plus d'un siècle en arrière. Une autre coïncidence avec Milei, qui aspire à l'Argentine de 1910 comme modèle. En ce sens, Trump se présente comme l'anti-Teddy Roosevelt et l'anti-Jimmy Carter, les présidents qui au XXe siècle ont cherché à limiter l'influence des grandes fortunes sur l'éthique des affaires et la transparence du processus électoral. En tant que premier président du XXe siècle, Roosevelt a mis en œuvre des lois antitrust pour encourager la concurrence, forçant les entreprises qui avaient conquis la part du lion de leurs marchés respectifs à se scinder. En plus du [Sherman Act](#), Roosevelt a réglementé les tarifs ferroviaires et créé un département pour enquêter et réglementer les activités commerciales et du travail. Il a également instauré des contrôles sur la viande destinée à la consommation et promulgué une loi sur la pureté des aliments et des médicaments. Il a poursuivi en justice de grandes entreprises telles que *Standard Oil* et *American Tobacco* pour non-respect de ces lois. Il a également promulgué la [loi Tillman](#) en 1907, qui interdisait les contributions directes des entreprises dans le financement des campagnes électorales.

En 1933 et 1934, son neveu, Franklin Delanoë Roosevelt, promulgua des lois qui conduisirent à la création d'une Commission nationale des Valeurs, la SEC. Son objectif était de protéger les investissements du public, ruiné par la Grande Dépression qui a débuté en 1929, et de prévenir la fraude et la manipulation. Depuis l'émergence des crypto-monnaies, diverses agences se battent pour en avoir le contrôle, notamment la SEC, la Commodity Futures Trading Commission et l'IRS. En 1977, sous l'impact du [Watergate](#) et des guerres perdues au Vietnam, au Laos et au Cambodge, le président Carter signe la loi punissant les pratiques de corruption à l'étranger des sociétés américaines ou étrangères cotées aux États-Unis. Déjà au cours de ce siècle, les [lois sur les campagnes électorales fédérales \(FECA\)](#) et les lois sur la réforme des campagnes électorales ont eu tendance à restreindre davantage l'influence de l'argent dans l'élection des gouverneurs, en limitant les contributions des entreprises et des particuliers et en exigeant leur identification.

Le DOGE d'Elon Musk, qui a adopté comme emblème la tronçonneuse offerte par le président argentin, s'attaque à toutes ces réglementations, d'une manière similaire à celle utilisée en Argentine par les frères Milei et leur Colosse [Federico Sturzenegger](#). Et avec la même inexactitude dans les données. Une équipe de six chercheurs du *New York Times* a établi que les cinq principaux changements dont Musk s'est vanté n'étaient pas tels que :

La réduction annoncée de 8 milliards de dollars du budget des services de l'immigration et des douanes s'élevait en réalité à 8 millions de dollars.

Trois coupes de 655 millions de dollars dans l'Agence US pour le Développement International (USAID) ne sont qu'une seule et même opération qui a été comptabilisée trois fois.

La réduction de 232 millions de dollars du budget de la Sécurité sociale ne représente en réalité qu'une petite partie, soit 560 000 dollars.

Les économies de 1,9 milliard de dollars réalisées par le département du Trésor avaient déjà été réalisées avant la création du DOGE, sous la présidence de Joe Biden.

Pierre libre

En 2010, la Cour suprême des États-Unis a annulé les restrictions sur les contributions des entreprises dans les campagnes politiques. Son argument amusant était la défense de la liberté d'expression. Ainsi, des *Super Comités d'Action Politique* ([SuperPacs](#)) ont été créés, autorisés à collecter et à donner ce qu'ils veulent, à condition de ne pas se coordonner avec les campagnes et d'agir en tant qu'indépendants. Sans des entités comme *The Federalist*, qui ont dirigé l'action des SuperPAC contre tout candidat qui n'était pas de droite, Trump ne serait pas devenu président et son programme n'aurait pas été aussi explicitement pro-entreprise. Il n'y aurait pas non plus le projet inquiétant de 2025, une feuille de route pour sa première année au gouvernement visant à saper l'État de droit, la division des pouvoirs, la séparation de l'Église et de l'État et les libertés civiles.

C'est sans aucun doute le format que poursuit le gouvernement de la fratrie Milei en Argentine. La nomination d'Ariel Lijo et de Manuel García Mansilla Baring est un pas dans cette direction, dont l'issue est incertaine, étant donné la résistance qu'elle suscite au sein des deux autres pouvoirs constitutionnels. Le président de la Cour suprême, Horacio Rosatti, a prêté serment à García Mansilla Baring, un acte cohérent puisque lui et Carlos Rosenkrantz ont accepté le même raccourci lorsqu'ils avaient été nommés par Maurizio Macrì. Face au rejet initial du Sénat, Macrì avait soumis leurs candidatures à la procédure constitutionnelle comme Mickey Vainilla le lui avait conseillé et avait obtenu l'accord. La Cour retarde toutefois sa décision concernant Ariel Lijo, qui a demandé à être nommé juge fédéral de première instance. Comme d'habitude, les détails bureaucratiques et les convenances politiques prévalent sur la norme constitutionnelle, et cela s'explique par la crainte que Lijo forme un bloc à la Cour qui permettrait à Ricardo Lorenzetti de présider à nouveau la Cour, comme pendant les onze meilleures années de sa vie. Rosatti, dans son manuel de droit constitutionnel, a éliminé ces commissions. Il a averti que ce mécanisme de nomination des juges rendait leur stabilité plus difficile. Il a souligné que cela était prévu dans la Constitution du XIXe siècle lorsque les vacances parlementaires s'étendaient d'octobre à avril, mais que cela n'est pas justifié aujourd'hui. Il a ajouté qu'il n'est pas clair que le pouvoir exécutif puisse proposer un autre candidat pendant le mandat temporaire du juge en commission, ce qui le place inévitablement dans une position précaire pour l'exercice de ses fonctions constitutionnelles.

Cette année, le Sénat sera en vacances moins d'une semaine, ce qui signifie qu'il pourrait se prononcer sur la question. En fait, l'argument officiel, stérile, est qu'il ne voulait pas se prononcer. Le pouvoir exécutif a donc décidé de se substituer au Sénat. Dans cette logique, chaque année, des juges pourraient être nommés en commission jusqu'à la fin de la période des sessions ordinaires, puis remplacés par d'autres. Sur ce point, l'article 99, alinéa 19, de la Constitution est explicite : l'Exécutif ne peut combler que les postes vacants qui surviennent pendant les vacances parlementaires, ce qui n'est pas le cas. Ce Tribunal est le même qui en 2021 a remplacé le Congrès en ressuscitant la loi abrogée du Conseil de la Magistrature, qui a fait de Rosatti lui-même le président de l'organe. L'illégalité est évidente, donc si vous le souhaitez, vous pouvez chanter à Gardel.

Le 28 août, lors de sa comparution devant la Commission des accords du Sénat, García Mansilla Baring a déclaré que le mécanisme était constitutionnel mais qu'il n'accepterait pas d'être nommé par décret en commission, afin de ne pas générer de discrédit dans le système judiciaire et de manquer d'indépendance dans les affaires qui intéressent le pouvoir exécutif. La sénatrice Anabel Fernández Sagasti l'a alors interrogé sur la nomination par décret de Rosatti et Rosenkrantz. Maintenant, García Mansilla Baring fait savoir qu'il s'agit d'une question hypothétique et que tout dépend du consensus dans lequel chaque chose se produit. La seule différence évidente est que cette fois il ne s'agit pas de Rosatti, mais lui-même.

Intervention fédérale de la Province de Buenos Aires

Bien sûr, Axel Kicillof ne démissionnera pas parce que Milei et ses trolls le lui demandent. Mais même si c'était le cas, le gouvernement national ne pourrait pas intervenir dans la province Buenos Aires, car c'est une attribution du Congrès, où il n'a pas les voix suffisantes pour le faire. Le regroupement des soutiens d'Alberto Fernández à La Plata, avec le ministre Gabriel Katopodis, le député Derrota Dolosa et toute la direction de la CGT, a dénoncé un tel outrage. La nouvelle est que le kirchnérisme est venu en aide au gouverneur, avec les déclarations des présidents du parti, Máximo Kirchner à Buenos Aires et CFK au Parti national justicialiste. Le problème ne vient pas du gouverneur, mais des institutions démocratiques. Milei est capable d'unir l'eau avec l'huile.

[Horacio Verbitsky](#) pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 2 mars 2025